



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Radio France

Question au Gouvernement n° 2759

Texte de la question

GRÈVE À RADIO FRANCE

M. le président. La parole est à M. Franck Riester, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Franck Riester. Monsieur le Premier ministre, voilà quatorze jours que Radio France est en grève. Quatorze jours que les Français sont privés de leurs émissions. C'est profondément choquant, particulièrement dans une période d'élections, où le débat démocratique doit vivre. La situation est grave, monsieur le Premier ministre, et que faites-vous ?

Plusieurs députés du groupe UMP . Rien !

M. Franck Riester. Vous faites l'inverse de ce qu'il faudrait faire. La Cour des comptes rappelle aujourd'hui même l'importance des réformes à conduire pour assurer l'avenir de Radio France mais, au lieu d'accompagner ces réformes, vous ajoutez cyniquement de la crise à la crise.

Vous ne tenez pas les engagements budgétaires de l'État envers Radio France.

M. Razzy Hammadi. Ceux que vous aviez pris, vous !

M. Franck Riester. Ce sont plus de 87 millions d'euros qui manquent sur la période 2012-2014. Aujourd'hui, vous détournez les ressources prévues pour l'audiovisuel public en les affectant à d'autres dépenses de l'État. En effet, en 2015, ce sont 130 millions d'euros issus de la taxe « telco » qui resteront dans le budget de l'État. Les contribuables français qui paient cette taxe pour financer l'audiovisuel public en veulent pour leur argent.

Dans ce contexte, monsieur le Premier ministre, comment pouvez-vous vous étonner des difficultés financières de Radio France ? Vous vous posez en recours mais, en réalité, vous jouez au pompier pyromane. C'est votre gouvernement qui est responsable de la crise actuelle de Radio France. Votre ministre de la culture et de la communication brasse du vent en convoquant deux fois en une semaine le président de Radio France – mais pour quoi faire ? On aimerait bien le savoir !

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous mettre fin à la crise ? Les salariés de Radio France sont prêts à des réformes, à condition que l'État fixe un cap clair, qu'il ait le courage de soutenir les réformes et qu'il honore sa signature en consacrant bien à Radio France les moyens financiers prévus. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre de la culture et de la communication.

Mme Fleur Pellerin, ministre de la culture et de la communication. Mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Franck Riester, je vous entends beaucoup ces temps-ci. Vous évoquez un scandale d'État concernant l'audiovisuel public et je voudrais vous répondre très calmement.

D'abord, je ne vous laisserai absolument pas porter d'attaques démagogiques et politiciennes contre cette belle maison de service public qu'est Radio France et contre ses salariés. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC – Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Ensuite, je considère avec vous qu'il y a en effet un scandale d'État : il est dans votre amnésie sur votre responsabilité. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Et, puisque vous citez le rapport de la Cour des comptes, je vous invite à le lire dans le détail, puisqu'il est en ligne depuis ce matin : ce rapport est un réquisitoire accablant sur la gestion de Radio France lorsque vous étiez aux responsabilités, pendant dix ans. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC – Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Aujourd'hui, vous appelez l'État à faire des réformes, que nous faisons. Ce sont celles que vous n'avez pas conduites pendant dix ans.

M. Claude Goasguen. Assumez vos responsabilités !

Mme Fleur Pellerin, ministre . J'assume mes responsabilités, mais assumez les vôtres et lisez bien ce rapport de la Cour des comptes.

En outre, il y a aussi un scandale d'État à mettre en cause comme vous le faites l'indépendance de l'audiovisuel public. Nous sommes fiers, en effet, d'avoir, par une loi sur la transparence votée dans cet hémicycle, confié à un organisme indépendant le soin de nommer les présidents de l'audiovisuel public. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Il faut quand même se rappeler comment cela se passait de votre temps ! *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. Mes chers collègues, s'il vous plaît ! Monsieur Meunier !

Mme Fleur Pellerin, ministre . Les nominations et l'avis, c'était simple comme un coup de fil du Président de la République, dans le secret de son bureau. *(Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Pouvez-vous me dire où sont la modernité et la transparence là-dedans ? Nous sommes fiers de ce que nous avons fait et nous le sommes aussi de respecter l'indépendance des rédactions.

M. Claude Goasguen. Quel cynisme !

M. le président. Monsieur Goasguen, retrouvez votre sérénité légendaire ! *(Sourires.)*

Mme Fleur Pellerin, ministre . Il ne me viendrait pas à l'idée, par exemple, de menacer des journalistes dans les coulisses d'un plateau de télévision parce que leurs propos ne nous auraient pas plu. *(Vives protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Je prends mes responsabilités, qui sont de me prononcer et de prendre des décisions. Ce sera le cas dans les prochains jours, car le président de Radio France m'a remis son projet stratégique. Je prendrai mes responsabilités et je serai au rendez-vous. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC– Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Franck Riester](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2759

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : Culture et communication

Ministère attributaire : Culture et communication

[Date\(s\) clé\(e\)s](#)

Question publiée au JO le : [2 avril 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 avril 2015](#)